

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2117

25 août 2012

SOMMAIRE

Abacus Invest S.C.A., SICAR	101616	Koch Minerals Luxembourg S.à r.l.	101608
Ambolt S.A.	101614	Kravid S.à r.l.	101611
Amorim Investments II S.A.	101613	LaSalle Japan Logistics (JPY) S.à r.l.	101611
Amundi Money Market Fund	101589	Little Brother S.A.	101583
DIF Infra 3 PPP 1 Luxembourg S.à r.l. ..	101574	London Regent Street Property Invest- ment S.à r.l.	101605
Ela Immo	101570	Maitland Luxembourg S.A.	101583
Good Media Investment Holdings Sàrl ..	101573	Media Investment Holdings Sàrl	101589
Jazz S.à r.l.	101573	MGP Craven S.à r.l.	101583
Jean Schmit Engineering	101608	Michelangelo Sicav	101613
JER Europe Fund III Holdings S.à r.l.	101573	MILSONS Luxembourg S.A.	101584
JPMorgan Private Bank Funds I	101608	Monkwood Luxco S.à r.l.	101570
JTG Holdings S.A. SPF	101606	Monterey Capital I Sàrl	101570
JTG Holdings S.A. SPF	101607	Mylan Luxembourg 1 S.à r.l.	101570
JTG Holdings S.A. SPF	101608	OI-Incentive S.A.	101612
JTG Holdings S.A. SPF	101607	OIRP Investment 6 S.à r.l.	101612
JTG Holdings S.A. SPF	101607	OIRP Investment 7 S.à r.l.	101612
JTG Holdings S.A. SPF	101608	Oliwa S.A.	101612
K200 Finance S.à r.l.	101611	OME Acquisition S.C.A.	101611
Kadant International Luxembourg S.C.S.	101607	OME Investment Acquisition S.C.A.	101612
Kadant Luxembourg S.à r.l.	101607	Omnium S.A.	101613
Kalk En Dolomiet Maatschappij S.A.	101609	OPF Immo S.A.	101613
Kalle Luxembourg S.à r.l.	101609	Oracle Real S.A.	101613
KAM Mezzanine Investors 2 S.à r.l.	101609	Red Shield Management S.A.	101604
Kam Mezzanine Investors 3 S.à r.l.	101610	RESH South Africa Property Fund SCA SI- CAV-SIF	101603
Kato S.à r.l.	101609	Serviphar SA	101611
Kayalux S.A., SPF	101610	Summerhill Holding S.à r.l.	101616
Kemisse S.à r.l.	101610	TMF Administrative Services S.A.	101614
Kennedy SA	101610	VLT Properties S.A.	101615
Kenross Lux S.à r.l.	101609		
Kidgam s.à r.l.	101610		

Monterey Capital I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 90.246.

L'actionnaire de la Société, Deutsche Annington Immobilien GmbH, une Gesellschaft mit beschränkter Haftung de droit allemand, ayant son siège social au Gladbecker Straße 3, D-40474 Düsseldorf, Allemagne, enregistrée au Registre de commerce de Düsseldorf sous le numéro HRB 41246, a transformé sa forme juridique en Aktien Gesellschaft de droit allemand en date du 17 janvier 2012 et est enregistrée depuis cette date au Registre de commerce de Düsseldorf sous le numéro HRB 67443 sous le nom de Deutsche Annington Immobilien AG.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2012092726/14.

(120129282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Monkwood Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.165.663,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 117.178.

Veuillez prendre note que le Gérant B:

- Philip Ian Price a change son adresse au 12 Charles II Street, Third Floor, SW1Y 4QU, Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monkwood Luxco S.à r.l.

Frank Wellman / Signature

Gérant A / -

Référence de publication: 2012092725/14.

(120128649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Mylan Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 133.674.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la Société

Le conseil de gérance de la Société a pris la résolution suivante:

- de transférer le siège social de la Société du 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 30 juin 2012.

La résidence professionnelle de Monsieur Michel RAFFOUL, gérant de classe B de la Société, est transférée à la même adresse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Mylan Luxembourg 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012092731/18.

(120129122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Ela Immo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8834 Folschette, 73, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 170.326.

STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Egdius van DESSEL, employé, né le 14 juillet 1959 à Lebbecke, demeurant à L-8834 Folschette, 73, rue Principale, et

2.- Madame Lanto RAHANTANJANAHARY, employée, née le 3 mai 1976 à Antananarivo (République de Madagascar), demeurant à L-8834 Folschette, 73, Rue Principale.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "ELA IMMO".

Art. 3. La Société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, ainsi que l'achat, la vente et la mise en valeur d'immeubles et tous services liés de près ou de loin à cet objet.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social, y compris la promotion immobilière.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Rambrouch.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Entre associés toutefois, les parts sociales sont librement cessibles.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

La valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2012.

Libération de parts sociales

Les statuts ainsi arrêtés, les comparants ont souscrites les parts sociales comme suit:

1.- Monsieur Egidius van DESSEL, préqualifié, deux cent cinquante parts sociales	250
2.- Madame Lanto RAHANTANJANAHARY, préqualifiée, deux cent cinquante parts sociales	250
Total: cinq cents parts sociales	500

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie à L-8834 Folschette, 73, Rue Principale.
- 2.- L'assemblée désigne comme gérante unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Lanto RAHANTANJANAHARY, employée, née le 3 mai 1976 à Antananarivo (République de Madagascar), demeurant à L-8834 Folschette, 73, Rue Principale

- 3.- La gérante unique dispose de tous pouvoirs d'engager et de représenter la société par sa seule signature.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Egidius van DESSEL, Lanto RAHANTANJANAHARY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 6 juillet 2012. Relation GRE/2012/2422. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092459/116.

(120129336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

JER Europe Fund III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 115.656.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 13 juillet 2012 que le siège social de la Société est transféré du 15, rue Notre Dame, L - 2240 Luxembourg au 41, avenue de la Liberté, L - 1931 Luxembourg avec effet au 1^{er} août 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2012092642/15.

(120129200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Jazz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 54.401.

—
Extrait des principales résolutions adoptées en date du 12 juillet 2012 lors de l'assemblée générale ordinaire

Les mandats des gérants en place sont renouvelés et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale des associés statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Ces gérants sont:

- Monsieur Marc Giorgetti demeurant 2, route de Luxembourg à L-7423 Dondelange
- Monsieur Michel Ducros demeurant Route de l'Abbaye - La Maison Rose à CH-1169 Yens (Suisse)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

Pour Jazz S.à r.l.

Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2012092641/18.

(120129450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Good Media Investment Holdings Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.382.000,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 114.048.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société le 27 juin 2012

L'associé unique a décidé de nommer comme nouveau réviseur d'entreprise la société Mayfair Trust S.à r.l., ayant son siège à 2, Millewee, L-7257 Walferdange, Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112769 avec effet immédiat et pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle en relation avec les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012092551/14.

(120128768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

DIF Infra 3 PPP 1 Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 170.314.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth day of July.

Before us, the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

DIF Infra 3 UK Partnership, a limited partnership incorporated under the laws of England, having its registered office at 1, Cornhill, London EC3V 3ND, United Kingdom, represented by DIF Infra 3 UK, Partner Limited, registered under the number 8067514 (England and Wales) (the Sole Shareholder);

hereby represented by Frederik Kuiper, Legal Manager, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature *in varietur* by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “DIF Infra 3 PPP 1 Luxembourg S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited period.
- 4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

- 5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.
- 5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

- 6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
- 6.2. The shares are freely transferable between shareholders.
- 6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.
- 6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.
- 6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.
- 6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
- 6.7. The Company may redeem its own shares, provided:
- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
 - (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation**Art. 7. Appointment and Removal of managers.**

- 7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.
- 7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).**8.1. Powers of the board of managers**

- (i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.
- (ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

- (i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.
- (ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.
- (iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
- (iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.
- (v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.
- (vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.
- (vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

- (i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager.
- (ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

- (i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).
- (ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).
- (iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

- (i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.
- (ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the General Meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.
- (iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.
- (iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.
- (v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.
- (vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.
- (vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.
- (viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.
- (ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.
- (x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

- 13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.
- 13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.
- 13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.
- 13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. The annual General Meeting (if held) shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, within 6 (six) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) December 2012.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-

Subscription and Payment

DIF Infra 3 UK Partnership, represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by way of contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following legal entity is appointed as manager of the Company for an indefinite period:

DIF Management Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies, under number B 156.872 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500).

2. The registered office of the Company is located at 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party, that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-septième jour du mois de juillet.

Par devant le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

DIF Infra 3 UK Partnership, a Partnership de droit anglais, ayant son siège social à 1, Cornhill, Londres EC3V 3ND, Royaume-Uni, représenté par DIF Infra 3 UK, Partner Limited, immatriculée sous le numéro 8067514 (Angleterre et Pays de Galles) (l'Associé Unique);

ici représenté par Frederik Kuiper, legal manager, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous-seeing-privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "DIF Infra 3 PPP 1 Luxembourg S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements ex-

traordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil de Gérance).

8.2. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature de tout gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du gérant et de l'associé envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. L'Assemblée Générale annuelle (si elle a lieu) se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice comptable.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréé(s). Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, email ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2012.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison de sa constitution sont estimés à EUR 1.200.-

Souscription et Libération

DIF Infra 3 UK Partnership, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La société suivante est nommée en tant que gérant de la Société pour une durée illimitée:

DIF Management Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro, B 156.872 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

2. Le siège social de la Société est situé au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête des parties comparantes que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. KUIPER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 juillet 2012. Relation: LAC/2012/34058. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092429/493.

(120129080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

MGP Craven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 114.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 159.981.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 28 juin 2012.

L'associé unique de MGP Craven S.à r.l. a décidé comme suit:

De réélire PricewaterhouseCoopers S.à r.l., dont le siège social est situé 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme réviseur d'entreprise jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 24 juillet 2012.

Delloula Aouinti

Gérante

Référence de publication: 2012092764/15.

(120128733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Little Brother S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 156.329.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social de la société en date du 22 juin 2012

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. d'accepter la démission de la société SV SERVICES Sàrl de ses fonctions de Commissaire aux Comptes de la société.
2. de nommer en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire la société ACCOUNTIS SA, ayant son siège social au 4, Rue Jean-Pierre Probst à L-2352 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B146381. Sa mission commencera par la revue des comptes arrêtés au 31 décembre 2011 et son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Clemency, le 24 juillet 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012092694/18.

(120129218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Maitland Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 13.583.

—
Extrait des résolutions adoptées par le Conseil d'Administration tenue en date du 10 juillet 2012

1. la démission du délégué à la gestion journalière:
 - Kathryn Bergkoetter, avec adresse à 58, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg, a été acceptée avec effet au 21 juin 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2012092712/14.

(120129225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

MILSONS Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 170.305.

STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster,

Ont comparu:

1. Monsieur Marc Milhem, Chef d'entreprise, né le 1^{er} septembre 1958 à Paris, France, domicilié au 30, avenue de Mortemai, 78650 Beynes, France;

2. Madame Francina Alewijnse épouse Milhem Marc, née le 30 juillet 1962 à Terneuzen, Pays-Bas, domiciliée au 30, avenue de Mortemai, 78650 Beynes, France;

3. Monsieur Franck Milhem, Chef d'entreprise, né le 16 juin 1965, à Saint Cloud, France, domicilié au 8, rue des Peupliers, 78940, La Queue en Yvelines, France; et

4. Madame Catherine Aube épouse Milhem Franck, née le 8 août 1967 à Dreux, France, domiciliée au 8, rue des Peupliers, 78940, La Queue en Yvelines, France;

tous représentés par Monsieur Michaël ZERBIB, Avocat, ayant sa résidence professionnelle au 26, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, en vertu de quatre (4) procurations en date du 2 mai 2012 lui délivrées.

Lesdites procurations, signées "ne varietur" par le comparant et notaire soussignés, resteront annexées à ce document pour être soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Nom et Forme. Il existe entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination "MILSONS Luxembourg S.A." (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une période indéterminée. La Société peut être dissoute par décision des actionnaires statuant comme en matière de modifications de Statuts.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société pourra exercer toute autre activité se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous la forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2. La Société peut notamment employer ses fonds à la création, la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat ou de toute manière, tous titres, brevets, matières, notamment matières premières et métaux précieux, biens mobiliers ou immobiliers, les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

3.3 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou celles de sociétés appartenant à son groupe, accorder des prêts ou assister de toute manière lesdites sociétés ou toute autre société tierce.

3.4. La Société peut réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.5. En outre, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobilière ou mobilière.

3.6. A titre général, la Société pourra réaliser toute opération à caractère patrimonial, mobilier, immobilier, commercial, industriel ou financier ainsi que toute transaction de nature à promouvoir ou faciliter directement ou indirectement la réalisation ou l'extension de son objet social.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

4.2. Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social, ou la communication aisée de ce siège avec les personnes situées à l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le

siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à 32.000 EUR (trente-deux mille euros) représenté par trois cent vingt (320) actions d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune.

5.2 Le capital autorisé et fixé à 32.000.000,- EUR (trente-deux millions d'euros). Le cas échéant, le capital autorisé sera représenté par trois cent vingt mille (320.000) actions d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros) chacune.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est autorisé à réaliser une augmentation de capital, spécialement à émettre des actions nouvelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel le cas échéant à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toute autre modalité d'exécution se révélant nécessaire ou utile, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives de capital, accorder les statuts, conformément à la loi du 10 août 1915 notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus soit renouvelée par période quinquennale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution prise par l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

5.4 Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

5.5 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si les actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou contestés, toute personne invoquant un droit sur de telles actions désignera un mandataire pour représenter ces actions à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de tous les droits attachés à ces actions. La même règle sera applicable en cas de contestation entre usufruitiers et nus propriétaires, ou entre créanciers et gagistes et débiteurs et gagistes.

Art. 6. Augmentation réduction du capital social.

6.1. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par résolution des actionnaires prise conformément aux dispositions exigées pour la modification des présents Statuts.

Art. 7. Assemblées des actionnaires. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des actionnaires.

8.1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément à la loi luxembourgeoise, au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de mai à 15.00 heures (heure de Luxembourg). Si ce jour n'est pas un jour bancaire ouvrable, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

8.2. Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Quorum.

9.1. Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

9.2. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit une autre personne comme mandataire. Un actionnaire peut également participer à l'assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunication permettant l'identification de cet actionnaire. Ces moyens doivent permettre à l'actionnaire de participer effectivement à cette assemblée générale des actionnaires. Les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de façon continue.

9.3. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée, seront prises à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions représentées à l'assemblée mais pour lesquelles les actionnaires n'ont pas pris part au vote ou se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul.

9.4. Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Art. 10. Convocation aux assemblées des actionnaires.

10.1. Les actionnaires seront convoqués par le conseil d'administration dans les formes prévues par la loi.

10.2. Cependant, si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils affirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalables.

10.3. Tout Actionnaire de la Société peut participer aux assemblées par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participants peuvent être identifiés, (ii) toute autre personne participant à la réunion peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en directe, et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'assemblée générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 11. Conseil d'administration de la Société.

11.1. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, lesquels n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

11.2. Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale, pour une période maximale se terminant à la prochaine assemblée générale et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et agréés; toutefois un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé à tout moment par décision des actionnaires. Les administrateurs peuvent être réélus.

11.3. Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

11.4. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président aura voix prépondérante.

11.5. Au cas où la Société vient à être détenue par une Actionnaire Unique, la Société sera administrée par un administrateur unique ayant résidence à Luxembourg et sera investi de tous pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Réunions du Conseil d'Administration.

12.1. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il désignera également un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur ou actionnaire et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires. Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

12.2. Le président du conseil d'administration présidera les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration désigneront à la majorité un autre administrateur, et pour les assemblées des actionnaires toute autre personne, pour assumer la présidence de ces assemblées et réunions.

12.3. Le conseil d'administration, s'il y a lieu, nommera des fondés de pouvoir de la Société, incluant tous directeurs généraux, un secrétaire et tous directeurs généraux-adjoints, secrétaires adjoints ou autres fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires et gestion de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les Statuts n'en décident pas autrement, les fondés de pouvoir auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le conseil d'administration.

12.4. Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment verbal (confirmé par écrit) ou l'assentiment par écrit de chaque administrateur. Une convocation distincte ne sera pas requise pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

12.5. Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur pourra participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunication permettant l'identification de cet administrateur. Ces moyens doivent permettre à l'administrateur de participer effectivement à cette réunion du conseil d'administration. Les délibérations du conseil doivent être retransmises de façon continue.

12.6. Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des administrateurs au moins sont présents ou représentés à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

12.7. Sur accord de tous les administrateurs, une conférence téléphonique à laquelle tous les administrateurs participent, vaudra réunion valable.

12.8. Les administrateurs, à l'unanimité, pourront prendre des résolutions par voie de circulaire, en exprimant leur consentement au moyen d'un ou de plusieurs écrits, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

13.1. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou l'administrateur qui aura assumé la présidence en son absence.

13.2. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire ou par tout administrateur.

Art. 14. Les pouvoirs du Conseil d'Administration.

14.1. Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du conseil d'administration régulièrement convoquées ou en conformité avec les dispositions de l'Article 12 ci-dessus. Le conseil d'administration aura le pouvoir de déterminer la politique de la Société ainsi que le cours et la conduite de l'administration et des opérations de la Société. Les administrateurs ne pourront cependant pas engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être expressément autorisés par une résolution du conseil d'administration.

14.2. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations et ses pouvoirs de faire tous actes en vue de l'accomplissement de la politique sociétaire et son objet à des fondés de pouvoir de la Société ou aux administrateurs de la Société ou à toute autre partie contractuelle.

Art. 15. Conflits d'intérêts.

15.1. Aucun contrat ou aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt quelconque, ou par le fait qu'il en serait administrateur, collaborateur, fondé de pouvoir ou employé dans telle autre société ou firme.

15.2. L'administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas en raison de cette application avec cette autre société ou firme privé du droit de délibérer et de voter ou d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

15.3. Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera ou ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur ou fondé de pouvoir à la prochaine assemblée des actionnaires. Le terme "intérêt personnel", tel qu'il est utilisé à la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec toute société filiale ou affiliée ou encore en rapport avec toute autre société ou entité que le conseil d'administration pourra déterminer discrétionnairement, à moins que cet "intérêt personnel" ne soit considéré comme conflictuel par les législations et réglementations applicables.

Art. 16. Engagement de la Société.

16.1. La Société sera engagée par la signature de tout(s) fondé(s) de pouvoir dûment autorisé(s), ou par la signature individuelle de toute autre personne à qui des pouvoirs auront été spécialement délégués par le conseil d'administration, ou par la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 17. Commissaire(s).

17.1 Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, ou dans les cas prévus par la loi, par un réviseur d'entreprise externe et indépendant. Le commissaire est élu pour une période n'excédant pas six ans et est rééligible.

17.2 Le commissaire est nommé par l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Il peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale.

Art. 18. Année sociale.

18.1. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre.

Art. 19. Réserve légale.

19.1. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent (5 %) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital de la Société.

19.2. L'assemblée générale des actionnaires décidera de l'usage à faire du solde du bénéfice net annuel et décidera seule de la distribution de dividendes de temps à autre quand elle le jugera à sa discrétion le mieux adapté à l'objet et aux buts de la Société.

19.3. Sous réserve des conditions fixées par la Loi, le conseil d'administration peut payer des dividendes intérimaires. Le conseil d'administration déterminera le montant et la date du paiement de ces dividendes intérimaires.

19.4. Les dividendes déclarés seront payés en euros (EUR) ou toute autre devise choisie par le conseil d'administration.

Art. 20. Dissolution - Liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée des actionnaires décidant cette dissolution qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 21. Modifications des statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée des actionnaires, soumise aux conditions de quorum et de vote requises par les lois luxembourgeoises.

Art. 22. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août, 1915 relative aux sociétés commerciales.

Souscription et Paiement

Les comparants représentés comme dit ci-avant, déclarent avoir souscrit le nombre d'actions et avoir libéré en espèces le montant indiqué ci-après:

Actionnaires lors de la constitution Souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Valeur libérée en Euro
1.- Monsieur Marc Milhem, préqualifié	157	3700 Euros
2.- Monsieur Franck Milhem, préqualifié	157	3700 Euros
3.- Madame Francina Alewijnse, préqualifiée	3	300 euros
4.- Madame Catherine Aube, préqualifiée	3	300 Euros

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 25% de sorte que la somme de huit mille euros (8.000,- EUR) se trouve à la libre disposition de la société, dont preuve a été donnée au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

Dispositions transitoires

1.- Par exception, le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2012.

2.- La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2013.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent environ à 1.300,-EUR.

Constatations

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée générale extraordinaire

Les actionnaires, se sont immédiatement réunis en assemblée générale extraordinaire, et ont immédiatement pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

I. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg.

II. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:

- Monsieur Marc Milhem, Chef d'entreprise, né le 1^{er} septembre 1958 à Paris, France, domicilié au 30, avenue de Mortemai, 78650 Beynes, France;

- Madame Francina Alewijnse épouse Milhem Marc, née le 30 juillet 1962 à Terneuzen, Pays-Bas, domiciliée au 30, avenue de Mortemai, 78650 Beynes, France;

- Monsieur Franck Milhem, Chef d'entreprise, né le 16 juin 1965, à Saint Cloud, France, domicilié au 8, rue des Peupliers, 78940, La Queue en Yvelines, France; et

- Madame Catherine Aube épouse Milhem Franck, née le 8 août 1967 à Dreux, France, domiciliée au 8, rue des Peupliers, 78940, La Queue en Yvelines, France;

pour une période expirant à la date de l'assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2013.

III. La personne suivante est désignée en tant que commissaire aux comptes:

- Michaël Zerbib, Avocat, domicilié au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Son mandat sera d'un an et pourra être renouvelé à l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 décembre 2012.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, a signé le présent acte original avec le notaire soussigné.

Signé: Michael ZERBIB, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 06 juillet 2012. Relation GRE/2012/2429. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 24 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092771/277.

(120128750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Media Investment Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 389.600,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 113.819.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société le 16 juillet 2012

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de nommer comme nouveau réviseur d'entreprise la société Mayfair Trust S.à r.l., ayant son siège à 2, Millewee, L-7257 Walferdange, Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112769 avec effet immédiat et pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle en relation avec les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012092754/14.

(120128777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Amundi Money Market Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.478.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-ninth of June.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of AMUNDI MONEY MARKET FUND (the "Company"), a "société d'investissement à capital variable", having its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, established in Luxembourg on 29 October, 2010. The articles of incorporation («Articles») were initially published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, on 22 November, 2010. The Company is registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the "RCSL") under the number B 156.478.

The meeting was opened at 11 a.m. with Mr. Benoît Ernst, employee, professionally residing in Luxembourg, as chairman (the "Chairman"), who appointed Mrs. Stéphanie Doeblé, employee, professionally residing in Luxembourg as secretary to the meeting, private employee, professionally residing in Luxembourg (the "Secretary").

The meeting elected as scrutineer Mr Conrado Vanden Berghe, employee, professionally residing in Luxembourg (the "Scrutineer")

The bureau of the meeting (the "Meeting") having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. The present Meeting has been convened by notices containing the agenda, sent to the shareholders by registered mail on 18 June 2012 and published in "Memorial", in "Luxemburger Wort" "Le Quotidien", "Elektronischen Bundesanzeiger", "Dagens Naeringsliv", "Borsen Danmark", "Expansion", "IL Sole 24 Ore", "Dagens Nyheter", "Schweizerische Handelsamtsblatt", "Les Echos", "Le Temps", "Kauppalehti", "Het Financieele Dagblad", "Financial Times UK Edition" and "Der Standard" on 31 May, 2012 and 14 June, 2012.

II. That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document, to be filed with the registration authorities.

It appears from the attendance list that out of 2,693,290,083.0250 shares in circulation, 32,050,150 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

A first extraordinary general meeting, convoked called upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on 25 May 2012 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

According to article 67 and 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the present meeting is authorized to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

III. That the agenda of the Meeting is the following:

1 To amend the text of a number of articles of the Articles of Incorporation in order to implement the changes as required by the new law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), imple-

menting Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the "UCITS IV Directive"), and in particular to (not exhaustive summary):

- replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;
- allow the Fund to adopt master-feeder structure;
- allow the Fund to perform cross-sub-fund investments; and
- amend the provisions regarding merger of the Fund or its sub-funds in order to, inter alia, implement the rules of the 2010 Law with regard to merger of the Fund or its sub-funds with other sub-funds of the Fund or another UCITS or sub-funds thereof.

2 To amend the object of the Fund in article 3 in order to update the reference to the fund legislation. The new text of Article 3 will read as follows:

"The exclusive object of the Fund is to place, the monies available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Part I of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2010 Law») with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its subfunds.

The Fund may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law."

3 To amend article 4 in order to provide the Fund's Board with the authority to decide on potential transfer of the register office of the Fund within the municipality of the City of Luxembourg.

4 To amend article 7 in order to give to the Fund's Board the responsibility to define the "US persons" status in the prospectus of the Fund.

5 To amend article 10 by the deletion of the end of the second paragraph to remove the requirement of a quorum for general meetings of not less than one-half of the issued shares of that sub-fund, class or category in question in order to be in line with the 2010 Law.

6 To amend article 11 in order to precise that shareholders shall meet upon call of the Fund's Board pursuant to registered notice or by ordinary mail only if notices are published.

7 To amend article 12 in order to allow the election of directors by the shareholders for a period not exceeding six (6) years instead of for a period of one year ending at the next general meeting.

8 To amend article 13 in order to provide the chairman of the Fund's Board of Directors with the authority to convene Board's meetings at the place indicated in the notice of meeting and to have a casting vote in any circumstances.

9 To amend article 14 in order to provide two directors or any person authorised by the Fund's Board of Directors with the authority to sign the minutes as well as copies or extracts of such minutes of any meeting of the Board.

10 To amend article 15 in order to foresee the possibility for the Fund to designate a management company located in Luxembourg or in other EU Member State.

11 To amend article 15 in order to align the provisions related to the eligible assets with the new provisions of the 2010 Law, as regards in particular:

- the definition of "Regulated Market" and the reference to the European Directive 2004/39/CEE of the European Parliament and of the Council of April 21st, 2004 instead of the Directive 93/22/EEC,
- the possibility to adopt master-feeder structure;
- the possibility to perform cross-sub-fund investments; and
- the fact that, under the 2010 Law, each sub-fund of the Fund shall be regarded as a separate UCITS for investment compliance purposes.

12 To amend article 19 in order to foresee the possibility for the Fund to be bound by the acts accomplished by the Board, by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or representative to whom authority has been delegated by the Board.

13 To amend article 21 in order to align the text of the Articles of Incorporation to the prospectus with regards to the right, in the case where requests for redemption and conversion for any Dealing Day exceed 10% of the Net Asset Value or the number of shares of a sub-fund's shares, to postpone redemption and conversion of all or part of such shares to the following dealing day.

14 To amend article 21 in order to remove the descriptions on termination/merger of sub-fund/class, this is now described in articles 28, 29 and 30 of the Articles.

15 To amend article 22 in order to provide the Fund with the authority to suspend the determination of the net asset value and the issue and redemption of shares as well as the right to convert shares into shares of another sub-fund of the Fund in case of a decision to merge the Fund or a sub-fund thereof provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders in order to comply with the provisions of the 2010 Law.

16 To amend article 27 in order to precise that, in case of liquidation of the Fund, the liquidators shall realise the Fund's assets in the best interest of the shareholders and shall distribute the net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund to the holders of shares of each sub-fund in proportion of their holding of shares in such sub-fund.

17 To add a new article 28 on liquidation of sub-fund and classes of shares in order to separate the provisions related to liquidations and those related to mergers;

18 To add a new article 29 on merger of the Fund to comply with the new provisions of the 2010 Law;

19 To add a new article 30 on merger of the sub-funds to comply with the new provisions of the 2010 Law;

20 To completely restate the Articles of Incorporation with effect as of [DATE] 2012 in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

21 To resolve that the effective date of the resolutions of the above agenda shall become effective on the date of the extraordinary general meeting.

22 Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to amend the text of a number of articles of the Articles of Incorporation in order to implement the changes as required by the new law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 (the "UCITS IV Directive"), and in particular to (not exhaustive summary):

- replace any reference to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law dated 17 December 2010 on undertakings to collective investment;
- allow the Fund to adopt master-feeder structure;
- allow the Fund to perform cross-sub-fund investments; and
- amend the provisions regarding merger of the Fund or its sub-funds in order to, inter alia, implement the rules of the 2010 Law with regard to merger of the Fund or its sub-funds with other sub-funds of the Fund or another UCITS or sub-funds thereof.

Second resolution

The general meeting resolves to amend the object of the Fund in article 3 in order to update the reference to the fund legislation. The new text of Article 3 will read as follows:

“The exclusive object of the Fund is to place, the monies available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Part I of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2010 Law») with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the “Shareholders”) the results of the management of its sub-funds.

The Fund may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.”

Third resolution

The general meeting resolves to amend article 4 in order to provide the Fund's Board with the authority to decide on potential transfer of the register office of the Fund within the municipality of the City of Luxembourg.

Fourth resolution

The general meeting resolves to amend article 7 in order to give to the Fund's Board the responsibility to define the “US persons” status in the prospectus of the Fund.

Fifth resolution

The general meeting resolves to amend article 10 by the deletion of the end of the second paragraph to remove the requirement of a quorum for general meetings of not less than one-half of the issued shares of that sub-fund, class or category in question in order to be in line with the 2010 Law.

Sixth resolution

The general meeting resolves to amend article 11 in order to precise that shareholders shall meet upon call of the Fund's Board pursuant to registered notice or by ordinary mail only if notices are published.

Seventh resolution

The general meeting resolves to amend article 12 in order to allow the election of directors by the shareholders for a period not exceeding six (6) years instead of for a period of one year ending at the next general meeting.

Eighth resolution

The general meeting resolves to amend article 13 in order to provide the chairman of the Fund's Board of Directors with the authority to convene Board's meetings at the place indicated in the notice of meeting and to have a casting vote in any circumstances.

Ninth resolution

The general meeting resolves to amend article 14 in order to provide two directors or any person authorised by the Fund's Board of Directors with the authority to sign the minutes as well as copies or extracts of such minutes of any meeting of the Board.

Tenth resolution

The general meeting resolves to amend article 15 in order to foresee the possibility for the Fund to designate a management company located in Luxembourg or in other EU Member State.

Eleventh resolution

The general meeting resolves to amend article 15 in order to align the provisions related to the eligible assets with the new provisions of the 2010 Law, as regards in particular:

- the definition of "Regulated Market" and the reference to the European Directive 2004/39/CEE of the European Parliament and of the Council of April 21st, 2004 instead of the Directive 93/22/EEC,
- the possibility to adopt master-feeder structure;
- the possibility to perform cross-sub-fund investments; and
- the fact that, under the 2010 Law, each sub-fund of the Fund shall be regarded as a separate UCITS for investment compliance purposes.

Twelfth resolution

The general meeting resolves to amend article 19 in order to foresee the possibility for the Fund to be bound by the acts accomplished by the Board, by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or representative to whom authority has been delegated by the Board.

Thirteenth resolution

The general meeting resolves to amend article 21 in order to align the text of the Articles of Incorporation to the prospectus with regards to the right, in the case where requests for redemption and conversion for any Dealing Day exceed 10% of the Net Asset Value or the number of shares of a sub-fund's shares, to postpone redemption and conversion of all or part of such shares to the following dealing day.

Fourteenth resolution

The general meeting resolves to amend article 21 in order to remove the descriptions on termination/merger of sub-fund/class, this is now described in articles 28, 29 and 30 of the Articles.

Fifteenth resolution

The general meeting resolves to amend article 22 in order to provide the Fund with the authority to suspend the determination of the net asset value and the issue and redemption of shares as well as the right to convert shares into shares of another sub-fund of the Fund in case of a decision to merge the Fund or a sub-fund thereof provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders in order to comply with the provisions of the 2010 Law.

Sixteenth resolution

The general meeting resolves to amend article 27 in order to precise that, in case of liquidation of the Fund, the liquidators shall realise the Fund's assets in the best interest of the shareholders and shall distribute the net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund to the holders of shares of each subfund in proportion of their holding of shares in such sub-fund.

Seventeenth resolution

The general meeting resolves to add a new article 28 on liquidation of subfund and classes of shares in order to separate the provisions related to liquidations and those related to mergers;

Eighteenth resolution

The general meeting resolves to add a new article 29 on merger of the Fund to comply with the new provisions of the 2010 Law;

Nineteenth resolution

The general meeting resolves to add a new article 30 on merger of the sub-funds to comply with the new provisions of the 2010 Law;

Twentieth resolution

The general meeting resolves to completely restate the Articles of Incorporation with effect as of the date that will be resolved by the extraordinary general meeting in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting and resolve that the only version of the Articles of Incorporation will be the English version.

On the basis of the above resolutions, the general meeting decides to amend the articles of the Company, so that they will read under coordinated form as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Denomination

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "AMUNDI MONEY MARKET FUND" (the "Fund").

Duration

Art. 2. The Fund is established for an unlimited duration.

Object

Art. 3. The exclusive object of the Fund is to place, the monies available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Part I of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2010 Law») with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its sub-funds.

The Fund may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.

Registered office

Art. 4. The registered office of the Fund is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Fund (the "Board").

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the Board of the Fund.

Share capital - Shares - Classes of shares

Art. 5. The capital of the Fund shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund as defined in Article 23 hereof.

The minimum capital of the Fund will be, from six months following the approval of the Fund as Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities (UCITS), of one million two hundred and fifty thousand EUR (EUR 1,250,000.-). The initial capital is thirty five thousand EUR (EUR 35,000.-) divided into thirty five (35) fully paid up shares of no par value.

The Board is authorised without limitation to allot and issue fully paid Shares and, as far as Registered Shares are concerned, fractions thereof, at any time in accordance with Article 24 hereof, based on the Net Asset Value per Share of the respective sub-fund determined in accordance with Article 23, hereof without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Fund or to any other duly authorised person the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares, however always remaining within the limits imposed by law.

Such Shares may, as the Board shall determine, be of different sub-funds ("Sub-funds") (which may, as the Board shall determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of the Shares of each Subfund (after the deduction of any initial charge and notional dealing costs which may be charged to them from time to time) shall be invested in accordance with the objectives set out in Article 3 hereof in securities or other assets permitted by the 2010 Law, corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board shall from time to time determine in respect of each Sub-fund.

Within each Sub-fund, shares may be divided into several classes ("Classes") and/or categories ("Categories") which may differ, inter alia, in respect of their distribution policy or other special features, as the Board may decide to issue. In accordance with the above, the Board may decide to issue within the same Sub-Fund or Class of Shares two Categories where one Category is represented by accumulation Shares ("Accumulation Shares") and the second Category is represented by distribution Shares ("Distribution Shares"). The Board may decide if and from what date shares of any such Categories shall be offered for sale, those shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-fund shall in the case of a Sub-fund not denominated in EUR, be notionally converted into EUR in accordance with Article 25 and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-funds.

The Fund shall prepare consolidated accounts in EUR.

Art. 6. Shares are issued in registered form only.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the Dealing Price per Share as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

All issued Shares of the Fund shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated therefore by the Fund and such Register shall contain the name of each holder of Shares, his residence or elected domicile (and in the case of joint holders the first named joint holder's address only) so far as notified to the Fund and the number of Shares and Sub-fund held by him. Every transfer of a Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Fund.

Transfer of Shares shall be effected by inscription of the transfer by the Fund in the Register of Shareholders upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such Shares, to the Fund along with other instruments and preconditions of transfer satisfactory to the Fund.

Every Shareholder must provide the Fund with an address to which all notices and announcements from the Fund may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares (the joint holding of Shares being limited to a maximum of four persons) only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such Shareholder does not provide such address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. The Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a fraction of a Share, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. Fractions of Shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Fund shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Restrictions on shareholding

Art. 7. The Board may restrict or prevent ownership of its Shares by or on behalf of any person physical or moral, if such ownership, in the opinion of the Board, may lead to a breach of the laws or requirements of any country or governmental or regulatory authority or may generate any liability to taxation, or suffering any other pecuniary disadvantage which the Fund might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Board may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined from time to time by the Board in the Prospectus of the Fund.. For such purposes, the Fund may:

(a) decline to issue any Share where it appears to it that such issue would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding Shares in the Fund,

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a person who is precluded from holding Shares in the Fund, and

(c) where it appears to the Fund that any person, who is precluded from holding Shares in the Fund, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

(1) the Fund shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be a Shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the Redemption Notice;

(2) the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the Dealing Price of Shares in the Fund of the relevant Sub-fund, determined in accordance with Article 21 hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Sub-fund and will be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a Share certificate shall have been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Fund of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares in the Fund at any meeting of Shareholders of the Fund.

Powers of the general meeting of shareholders

Art. 8. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Fund shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders of the Fund regardless of the Sub-fund held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts whose fulfilment by the General Meeting of Shareholders has expressly been provided for in the Articles or all acts relating to the operations of the Fund, subject in each case to the respect of the applicable imperative laws.

General meetings

Art. 9. The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Fund, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last business day of April of each year at 10.00 a.m. and the first time in the year 2012. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Special meetings of the holders of Shares of any one Sub-fund, Class or Category or of several Sub-funds, Classes or Categories may be convened to decide on any matters relating to such one or more Sub-funds, Classes or Categories and/or to a variation of their rights.

Quorum and Votes

Art. 10. Unless otherwise provided herein, the quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of Shareholders of the Fund.

As long as the share capital is divided into different Sub-funds, Classes and Categories of Shares, the rights attached to the Shares of any Sub-fund, Class or Category (unless otherwise provided by the terms of issue of the Shares of that Sub-fund, Class or Category) may, whether or not the Fund is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the Shares of that Sub-fund, Class or Category by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting. To every such separate meeting the provisions of these Articles relating to general meetings shall *mutatis mutandis* apply.

Each whole Share of whatever Sub-fund and regardless of the Net Asset Value per Share within the Sub-fund, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

Convening notice

Art. 11. Shareholders shall meet upon call by the Board, pursuant to registered notice setting forth the agenda, sent in accordance with the provisions provided by law.

If notices are published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide, convening notices may be sent by ordinary mail only.

Directors

Art. 12. The Fund shall be managed by the Board composed of not less than three persons. Members of the Board need not be Shareholders of the Fund.

The directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

Proceedings of directors

Art. 13. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and at the Board, but failing a chairman or in his absence the Shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable or conference call or visioconference, telegram, telex or telefax.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Fund by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board shall deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the directors.

The Board from time to time may appoint the officers of the Fund, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or Shareholders of the Fund. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors of the Fund and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Fund.

Minutes of board meetings

Art. 14. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman who presided over such meeting, by two directors of the Fund or by any person authorised by the Board.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, by the secretary, by two directors or by any person authorised by the Board.

Determination of investment policies

Art. 15. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest and more specifically to appoint a management company domiciled in Luxembourg in accordance with Chapter 15 of the 2010 Law or in another UE Member State. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of Shareholders may be exercised by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board, acting under the supervision of the Board.

The Board has, in particular, power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Fund shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of the Fund to be invested in transferable securities and/or in other liquid financial assets allowed to undertaking for collective investment in transferable securities in accordance with Part I of the 2010 Law.

The Fund may in particular invest in securities and/or money market instruments:

(a) on any Regulated Market as defined within the meaning of the Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;

(b) on another market in a Member State (for the purpose of this Article, Member State shall mean a Member State of the European Union and States that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than Member States of the European Union within the limits set forth by this Agreement and related acts) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

(c) if admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State or dealt in on another regulated market in an Eligible State which operates regularly and is recognised and open to the public.

- Each of the regulated market referred to in a), b) and c) being a "Regulated Market".

- Eligible State" means a member state of the Organisation for the Economic Cooperation and Development, and any country of Western or Eastern Europe, Africa, Asia, Oceania or the American continents.

(d) recently issued, provided that

- the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public;

- such admission is secured within one year of issue.

(e) Investments may be made by the Fund in financial derivative instruments, such as equivalent cash-settled instruments, dealt in on a Regulated Market, and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists in transferable securities and/or in other liquid financial assets allowed to undertaking for collective investment in transferable securities in accordance with Part I of the 2010 Law,

- the counterparties to OTC derivatives transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved from time to time by the Luxembourg competent authority,

- and the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the UCITS' initiative;

By way of derogation from the limit laid down in the Article 43 (1) of the 2010 Law (as may amended from time to time), and as long as the investment policy of the Fund or a Sub-Fund may be to reproduce the composition of a stock or bond index recognised by the Commission de Surveillance du Secteur Financier: in such cases, the limits provided by the 2010 Law for investments in transferable securities or money market instruments will be of maximum 20% of the assets for investments in shares and/or debt securities issued by the same body. This limit can be raised to 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

In accordance with the principle of risk spreading, the Fund is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each sub-fund in transferable securities or in money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by one or more of its local authorities, by a non-Member State of the European Union or a public international body of which one or more Member State(s) of the European Union belongs, provided that in the case where the Fund decides to make use of this provision, it shall hold on behalf of the concerned sub-fund, securities from at least six different issues, and that securities from any one issue may not account for more than 30% of the total assets attributable to such sub-fund.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board may decide that part or all of the assets of the Fund or one of the Sub-fund will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes as defined in the prospectus or to other Sub-funds of the Fund.

A Sub-fund may subscribe, acquire and hold securities issued by one or more other Sub-fund(s) of the Fund without being subject to the requirements of the Law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, with respect to the subscriptions, acquisition and or holding by a company of its own shares, under the conditions set forth in the 2010 Law.

The Fund is also entitled to invest in liquid assets, deposits and other UCITS or UCIs in full compliance with the 2010 Law. In addition, the Fund may also adopt master-feeder investment policy in compliance with the provisions of the 2010 Law and under the condition that such a policy is specifically allowed by the investment policy of the relevant Sub-fund that will act as a feeder fund, as published in the prospectus of the Fund.

For the purpose of this article, and in accordance with the provisions of the 2010 Law, each Sub-fund shall be regarded as a separate UCITS, The investment restrictions applicable to the UCITS under management shall consequently be applicable at Sub-fund level.

Directors' interest

Art. 16. No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Fund has/have a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Fund may have any personal interest in any transaction of the Fund, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT AGRICOLE or any of its affiliates, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion.

Indemnity

Art. 17. The Fund may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Fund or, at its request, of any other company of which the Fund is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Investment managers

Art. 18. The Fund or the Management Company may enter into one or more investment management or advisory agreements with any company based in Luxembourg or a foreign country (the "Manager(s)") by virtue of which the Manager(s) shall provide the Management Company with advice, recommendations and management services connected with the Fund's investment policy set out in Article 15 of these Articles.

Representation - Judicial acts and Actions - Commitments of the fund

Art. 19. The Fund is represented in acts, including those in which a civil servant or a legal officer is involved and in court:

- either by the chairman of the Board; or
- jointly by two directors; or
- by the representative(s) up to the limit of their powers as determined by the Board.

Besides, it is validly committed by specially authorised agents within the limits of their mandates.

Legal actions, in a capacity as either claimant or defendant, shall be followed up in the name of the Fund by a member of the Board or by the representative appointed by the Board.

The Fund is bound by the acts accomplished by the Board, by the joint signatures of any two directors or by the signature of any director or representative to whom authority has been delegated by the Board.

Auditor

Art. 20. The general meeting of Shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by Article 154 of 2010 Law.

Redemption and Conversion of shares

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Fund has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Fund provided that

(i) the Fund may, if compliance with such request would result in a holding of Shares in the Fund of an aggregate amount or number of Shares as the Board may determine from time to time and disclosed in the prospectus, redeem all the remaining Shares held by such Shareholder; and

(ii) the Fund may, in the interest of the Shareholders, decide to defer all or some of the share redemption requests received for a Sub-Fund on a single business day which represent more than a percentage of the net assets of a Sub-Fund determined by the Board, until such time as all or certain investments of the Sub-Fund have been sold. In this case, the redemption shall be deferred until a Dealing Day not more than seven Dealing Days following such time. On such Dealing Day, such request for redemptions will be complied with priority to later requests.

For the purpose of this article, conversions are considered as redemptions.

Whenever the Fund shall redeem Shares, the price at which such Shares shall be redeemed by the Fund shall be the Dealing Price per Share of the relevant Sub-fund (as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof) determined on the Dealing Day when or immediately after a written and irrevocable redemption request is received, less a redemption charge, as may be decided by the Board from time to time and described in the then current prospectus.

The redemption proceeds shall be paid normally within the limit set out in the Appendix to the Prospectus of each sub-Fund (being a day on which the banks in Luxembourg are open for business) after the date on which the applicable Dealing Price was determined. Any such request must be filed or confirmed by such Shareholder in written form at the registered office of the Fund in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Fund as its agent for redemption of Shares. Shares in the capital of the Fund redeemed by the Fund shall be cancelled.

Any Shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of a given Class into Shares of the same Class of another Sub-fund, (or within one Sub-fund into another Category) based on a conversion formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the current explanatory memorandum or prospectus of the Fund provided that the Board may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current explanatory memorandum or prospectus. Conversions from Shares of one Class of a Sub-fund to Shares of another Class of either the same or a different Sub-fund are not permitted, except otherwise decided by the Board and disclosed in the prospectus.

If requests for redemption and conversion for any Dealing Day exceed 10% of the Net Asset Value or the number of Shares of a Sub-fund, the Fund reserves the right to postpone redemption and conversion of all or part of such Shares to the following Dealing Day. On the following Dealing Day, such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for redemption and conversion.

Valuations and Suspension of valuations

Art. 22. The Net Asset Value of Shares in the Fund shall be determined as to the Shares of each Sub-fund by the Fund from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being a Dealing Day), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg shall be a Dealing Day.

During the existence of any state of affairs which, in the opinion of the directors, makes the determination of the Net Asset Value of a Sub-fund in the relevant currency of expression either not reasonably practical or prejudicial to the Shareholders of the Fund, the Net Asset Value and the Subscription Price and Redemption Price may temporarily be determined in such other currency as the directors may determine.

The Fund may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of any Sub-Fund and the issue and redemption of Shares relating to all or any of the Sub-Funds as well as the right to convert Shares relating to a Sub-Fund into Shares relating to another Sub-Fund:

(a) During any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the Fund's investments of the relevant Sub-Fund for the time being are quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings are restricted or suspended; or

(b) During the existence of any state of affairs which in the opinion of the Board of Directors constitutes an emergency, as a result of which disposals or valuation of assets attributable to investments of the relevant Sub-Fund is impractical; or

(c) During any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the prices of any of the investments attributable to such Sub-Fund or the current prices or values on any market or stock exchange, or when, for any reason, the value of an investment of the Fund cannot be determined as accurately and rapidly as required; or

(d) During any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for, any of the Fund's investments is not possible;

(e) any period when the restrictions on currencies or cash transfers prevent the completion of transactions of the Fund or when the purchases and sales on behalf of the Fund cannot be achieved at normal exchange rates;

(f) any period when factors related to, among others, the political, economic, military, monetary, and fiscal situation and escaping the control, the responsibility and the means of action of the Fund prevent it from disposing of the assets of one or more Sub-funds or determining the net asset value of one or more Sub-funds of the Fund in a usual and reasonable way;

(g) In case of a decision to liquidate the Fund or a Sub-Fund thereof on or after the day of publication of the first notice convening the general meeting of the Shareholders for this purpose respectively the notice provided for in the Articles;

(h) In case of a decision to merge the Fund or a Sub-fund thereof provided that any such suspension is justified for the protection of the Shareholders.

Shareholders having requested redemption or conversion of their Shares shall be notified of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension. Shares redeemed or converted after such suspension will be converted or redeemed based on their Net Asset Value on the Valuation Day immediately following such suspension.

The suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of the Shares of any other Sub-fund.

Determination of net asset value

Art. 23. The Net Asset Value of each Sub-fund shall be expressed in the currency of concerned Sub-Fund or in the currency determined by the Board, as a per Share figure, and shall be determined in respect of each Valuation Day by dividing the net assets of the Fund corresponding to the relevant Sub-fund, being the value of the assets of the Fund corresponding to such Sub-fund less its liabilities attributable to such Sub-fund, by the number of outstanding Shares of the relevant Sub-fund.

The valuation of the Net Asset Value of each Sub-fund shall be made in the following manner:

(1) The assets of the Fund shall be deemed to include:

(i) all cash in hand or receivable or on deposit;

(ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);

(iii) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscriptions rights and any other investments and securities belonging to the Fund;

(iv) all dividends and distributions due to the Fund in cash or in kind to the extent known to the Fund provided that the Fund may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;

(v) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and

(vi) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

(2) The value of assets of the Fund shall be determined as follows:

(i) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses and cash dividends, shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of all portfolio securities which are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the Board. If such prices are not representative of the fair value, such securities as well as all other permitted assets, including securities which are not listed on a stock exchange or traded on a regulated market, will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the Board;

(iii) the swaps will be valued at the net present value of their cash flows.

(iv) At its sole discretion, the Board may permit the use of another valuation method if it believes that it results in a fairer valuation of an asset held by the Fund.

(3) The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

i) all borrowings, bills and other amounts due;

ii) all administrative expenses due or accrued including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Shareholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Fund;

iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Fund for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Fund by prescription;

iv) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions of reserves authorised and approved by the Board; and

v) any other liabilities of the Fund of whatever kind towards third parties.

(4) The Board shall establish a portfolio of assets for each Sub-fund in the following manner:

i) the proceeds from the allotment and issue of Shares of each Sub-fund shall be applied in the books of the Fund to that Sub-fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such Sub-fund, subject to the provisions of the Articles.

ii) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same Sub-fund as the assets which it was derived and on each valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-fund;

iii) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-fund; the liabilities shall be segregated on a Sub-fund basis with third part creditors having recourse only to the assets of the Sub-fund concerned;

iv) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Sub-fund, such asset or liability shall be allocated by the Board, after consultation with the auditors, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances;

v) upon the record date for the determination of any dividend declared on any Sub-fund, the Net Asset Value of such Sub-fund shall be reduced by the amount of such dividend, but subject always to the provision relating to the calculation of the Dealing Price of the Distribution Shares and Accumulation Shares of each Sub-fund set out in the Articles.

(5) For the purpose of valuation under this Article:

i) Shares of the relevant Sub-fund in respect of which the Board has issued a redemption notice or in respect of which a redemption request has been received, shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the relevant Dealing Day, and from such time and until paid, the redemption price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund:

ii) all investments, cash balances and other assets of any Sub-fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value of the relevant Sub-fund is calculated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares;

iii) effect shall be given on any Dealing Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Fund on such Dealing Day, to the extent practicable, and

iv) where the Board is of the view that any conversion or redemption which is to be effected will have the result of requiring significant sales of assets in order to provide the required liquidity, the value may, at the discretion of the Board be effected at the actual bid prices of the underlying assets and not the last available prices. Similarly, should any purchase or conversion of Shares result in a significant purchase of assets in the Fund, the valuation may be done at the actual offer price of the underlying assets and not the last available price.

Subscription price

Art. 24. Whenever the Fund shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Dealing Price as defined herebelow to which a Sales Charge as the Board may from time to time determine, and as shall be disclosed in the Fund's then current prospectus, may be added. The Dealing Price shall be based on the Net Asset Value of the relevant Sub-fund divided by the number of Shares, as adjusted for the number of Distribution Shares and Accumulation Shares of the relevant Sub-fund expected (in the light of information available at such time) to be in issue or deemed to be in issue at that time, rounded at a number of decimal as decided by the board of directors.

The price so determined shall be payable within a period after the date on which the applicable Dealing Price was determined as determined by the Board and set out in the Appendix of the prospectus for each sub-Fund.

Financial year

Art. 25. The accounting year of the Fund shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year. The first accounting year will begin on the date of the constitution and ends December 31, 2011.

The accounts of the Fund shall be expressed in EUR or in respect of any Sub-fund, in such other currency or currencies as the Board may determine. Where there shall be different Sub-funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of determination of the accounts of the Fund.

Distribution of income

Art. 26. The general meeting of Shareholders of each Sub-fund shall, upon the proposal of the Board in respect of each Sub-fund, subject to the other provisions of this article and to any interim dividends having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of in respect of the relevant Sub-fund.

Without prejudice of the rights and obligations of the General Meeting as provided by the law and the Articles, the Meeting of the Shareholders will decide, each year and for each Sub-Fund authorized for distribution in Belgium, to distribute to the holders of distribution shares, the whole of the collected incomes, after deduction of the remunerations, commissions and expenses that proportionally relates to them.

Dividends may, in respect of any Sub-fund, include an allocation from a dividend equalisation account which may be maintained in respect of any such Sub-fund and which, in such event, will, in respect of such Sub-fund, be credited upon issue of Shares to such dividend equalisation account and upon redemption of Shares, the amount attributable to such Share will be debited to an accrued income account maintained in respect of such Sub-fund.

Interim dividends may, at the discretion of the Board, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares of any Sub-fund out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such Sub-fund upon decision of the Board.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant Sub-fund is expressed or in exceptional circumstances in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

No dividends shall be declared in respect of Accumulation Shares.

Distribution upon liquidation

Art. 27. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 10 of the present Articles of Incorporation.

In the event of a dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The liquidators shall realise the Fund's assets in the best interest of the Shareholders and shall distribute the net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-fund to the holders of Shares of each Sub-fund in proportion of their holding of Shares in such Sub-fund. If the capital of the Fund falls below two thirds of the minimum legal capital, the directors must submit the question of the dissolution of the Fund to the general meeting for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by simple majority of the shares present or represented at the meeting. If the capital falls below one fourth of the minimum legal capital, no quorum shall be also prescribed but the dissolution may be resolved by shareholders holding one fourth of the shares presented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets have fallen below respectively two thirds or one fourth of the minimum capital.

Moneys available for distribution to shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg pursuant to the 2010 Law

Art. 28. In the event that for any reason whatsoever, the value of the assets of a Sub-fund or Class should fall down to such an amount considered by the Board as the minimum level under which the Sub-fund or the Class may no longer operate in an economic efficient way, or in the event that a significant change in economic or political situation impacting the relevant Sub-fund or Class should have negative consequences on the investments of the relevant Sub-fund or Class or when the range of products offered to clients is rationalized, the Board may redeem all (but not some) Shares of the Sub-fund or of the Class at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant Sub-fund or Class, but with no redemption charge.

Termination of a Sub-fund or a Class by compulsory redemption of all relevant Shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the Shareholders of the Sub-fund or Class to be terminated, at a duly convened Sub-fund or Class meeting which may be validly held without a quorum and decide by a simple majority of the Shares present or represented.

Each Sub-fund may be liquidated separately without that separate liquidation resulting in the liquidation of another Sub-fund. Only the liquidation of the last remaining Sub-fund of the Fund will result in the liquidation of the Fund as referred to in Article 145 (1) of the 2010 Law. In this case and under penalty of nullity, the issue of Shares shall be prohibited except for the purposes of liquidation/merger.

Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the close of the liquidation will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg pursuant to the 2010 Law.

Merger of fund/Sub-funds

Art. 29. The Fund may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the 2010 Law.

The Board of Directors of the Fund will be competent to decide on such a merger, in case the Fund is the receiving UCITS.

The general meeting of Shareholders, deciding by simple majority of the votes cast by Shareholders present or represented at the meeting, shall be competent to decide on the effective date of merger in case the Fund is the merging UCITS. The effective date of merger shall be recorded by notarial deed.

Notice of the merger shall be given to the Shareholders of the Fund. Each Shareholder shall be given the possibility, within a period of one month as of the date of the publication, to request either the repurchase of its Shares, free of any charges, or the conversion of its Shares, free of any charges.

Art. 30. The Board of Directors, subject to the conditions set out in the 2010 Law, may decide, to merge the Sub-fund(s) with foreign and or a domestic fund or sub-fund of a foreign fund and / or Luxembourg fund as defined in the 2010 Law, in accordance with the definitions and conditions set out in the 2010 Law. In addition, any Sub-fund may, either as a merging Sub-fund or as a receiving Subfund, be merged with another Sub-fund of the Fund in accordance with the definitions and conditions set out in the 2010 Law. The Board of Directors of the Fund will be competent to decide on the effective date of such a merger.

Insofar as the effective date of the merger requires the approval of the Shareholders concerned by the merger pursuant to the provisions of the 2010 Law, the general meeting of Shareholders deciding by simple majority of the votes cast by Shareholders present or represented at the meeting, is competent to approve such an effective date of the merger. No quorum requirement will be applicable.

In all cases, notice of the merger will be given to the Shareholders. Each Shareholder of the relevant Sub-funds or Classes shall be given the possibility, within a period of one month as of the date of the sending, to request either the repurchase of its Shares, free of any charges, or the conversion of its Shares, free of any charges.

Amendment of articles

Art. 31. These Articles may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

General

Art. 32. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2010 Law or subjected to the Law of 10th August 1915 on Commercial Companies, as the case may be. In case of contradiction with the provisions of the Articles, the imperative provisions of the 2010 Law will prevail, or as the case may be the imperative provisions of the Law of 10th August 1915.

Twenty-first resolution

The general meeting resolves to resolve that the effective date of the resolutions of the above agenda shall become effective on the date of the extraordinary general meeting. Therefore, the general meeting resolves that the date of effectiveness of the resolutions set out in the agenda will be 29 June 2012.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the notary by their names, first name, civil status and residences, the appearing persons signed together with the notary, the present original deed.

Signé: C. VANDEN BERGHE, S. DOEBLE, B. ERNST et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2012. Relation: LAC/2012/32009. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092304/796.

(120129497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

RESH South Africa Property Fund SCA SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 149.425.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille douze, le vingt-deux juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Resh South Africa Sàrl SPF, société à responsabilité limitée qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial. établie et ayant son siège social à L-7619 Larochette, 10-12 rue de Medernach, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 149425, ici valablement représentée par deux de ses administrateurs:

(i) SUXESKEY S.A., une société anonyme existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 43.522, elle-même ici dûment représentée par Monsieur Albert SEEN, administrateur de sociétés né à S-Gravenhage (Pays-Bas) le 3 mai 1948, demeurant à L-7618 Larochette, 17, Leedebach

(ii) Monsieur Albert SEEN, préqualifié.

Laquelle comparante a, par ses représentants, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

a.- Que "RESH South Africa Property Fund SCA SICAV-SIF", Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé avec siège social à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 149.425 a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2417 du 11 décembre 2009.

b.- Que le capital social de la Société est actuellement de 2.531.000,- EUR (deux millions cinq cent trente et un mille euros) divisé en 2.530 (deux mille cinq cent trente) actions ordinaires d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune et 1 (une) action de commandité d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR).

c.- Que la comparante déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite Société.

d.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société, et ceci avec un effet rétroactif à partir du 14 mai 2012.

f.- Que la comparante déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute et avoir transféré tous les actifs au profit de l'actionnaire unique.

g.- Que la comparante est investie de tous les éléments actifs de la société.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée à l'associé commandité de la Société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

j.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la société dissoute.

k.- Que partant, la liquidation de la société est achevée.

l.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société dissoute à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué approximativement à 1.500,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnés au comparant, connu du notaire instrumentant, par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Albert SEEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 juin 2012. Relation GRE/2012/2292. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour copie conforme délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092914/54.

(120129052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Red Shield Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 152.583.

Extrait du procès verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue le 6 juillet 2012

Il résulte d'une décision prise par le Conseil d'Administration que, avec effet au 7 juillet 2012, la Société a transféré son siège du 46a avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg au 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Il est à noter que l'adresse professionnelle des Administrateurs catégorie A Clifford Langford et Renaud Labye, et de l'Administrateur catégorie B Stephen Burnett se trouve à présent au 2a rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signé à Luxembourg, le 24 juillet 2012.

Pour Red Shield Management S.A.

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2012092884/17.

(120129227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

London Regent Street Property Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.038.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand twelve, on the twenty-ninth day of June.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

EuroImmo-Fonds, a German real estate investment fund, having its registered office at The Squire 18, Am Flughafen, D-60549 Frankfurt am Main, Germany,

"the appearing person"

here represented by Mrs Francesca BARCAGLIONI, "laureata in economia e commercio", with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

"the proxyholder"

by virtue of a proxy given under private seal which, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The appearing person, represented as stated hereabove, declares and requests the notary to act:

1. That the limited liability company London Regent Street Property Investment S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 156038, with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, was incorporated on 7 October 2010 by deed of Me Carlo WERSANDT, civil law notary residing in Luxembourg, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 2473 of 16 November 2010.

2. That the corporate capital of the company London Regent Street Property Investment S.à r.l. amounts to GBP 25,000 (twenty-five thousand pound sterling) divided into 1,000 (one thousand) corporate units of GBP 25 (twenty-five pound sterling) each, entirely paid-up.

3. That the appearing person is the sole owner of all the corporate units representing the corporate capital of the company London Regent Street Property Investment S.à r.l..

4. That the appearing person, as sole member, hereby expressly declares that he is proceeding to the dissolution of the company with immediate effect.

5. That the activity of the company London Regent Street Property Investment S.à r.l. has ceased and that the sole member takes over all the assets and that as liquidator he commits himself to pay off all the liabilities; so that the liquidation of the company is done and closed.

6. That the appearing person grants discharge to the managers of the company.

7. That all the documents of the dissolved company will be kept during a period of five years at the former registered office of the company.

Valuation

The amount of the share capital is valued at EUR 31,060.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above named appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, said proxyholder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, signed together with Us, the notary, the present original deed.

Follows the German version of the preceding text.

Im Jahre zweitausendzwoölf, den neunundzwanzigsten Juni.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

EuroImmo-Fonds, ein deutscher Spezial Immobilien-Sondervermögen Fonds, mit Sitz in The Squire 18, Am Flughafen, D-60549 Frankfurt am Main, Deutschland

„die Komparentin“

hier vertreten durch Frau Francesca BARCAGLIONI, „laureata in economia e commercio“, beruflich wohnhaft in L-1653 Luxemburg, 2, avenue Charles de Gaulle,

„die Bevollmächtigte“

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht welche, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und den unterzeichneten Notar, gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleiben wird um mit ihr einregistriert zu werden.

Die Komparentin, vertreten wie vorgenannt, erklärt und bietet den Notar zu beurkunden:

1. Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung London Regent Street Property Investment S.à r.l., H.G.R. Luxemburg B 156038, mit Gesellschaftssitz in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg, gegründet wurde laut Urkunde aufgenommen durch Me Carlo WERSANDT, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 7. Oktober 2010, veröffentlicht im „Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ Nummer 2473 vom 16. November 2010.

2. Dass das Kapital der Gesellschaft London Regent Street Property Investment S.à r.l. sich auf GBP 25.000 (fünfundzwanzigtausend Pfund Sterling) eingeteilt in 1.000 (eintausend) Anteile zu je GBP 25 (fünfundzwanzig Pfund Sterling), vollständig eingezahlt.

3. Dass die Komparentin alleinige Besitzerin aller Anteile der Gesellschaft London Regent Street Property Investment S.à r.l., die das Kapital darstellen, ist.

4. Dass die Komparentin, als alleinige Gesellschafterin, hiermit ausdrücklich erklärt, die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen.

5. Dass die Aktivität der Gesellschaft London Regent Street Property Investment S.à r.l. aufgehört hat, dass die alleinige Gesellschafterin die sämtlichen Aktiva übernimmt und dass sie als Liquidator der Gesellschaft sämtliche Passiva der Gesellschaft auszahlen wird, so dass die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist.

6. Dass die Komparentin der Geschäftsführer Entlastung erteilt.

7. Dass sämtliche Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während einer Dauer von fünf Jahren im früheren Gesellschaftssitz der Gesellschaft aufbewahrt werden.

Abschätzung

Der Betrag des Gesellschaftskapitals wird auf EUR 31.060 abgeschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Antrag der oben erschienenen Person die vorliegende Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Fassung, abgefasst ist. Auf Antrag derselben erschienenen Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung rechtsgültig.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehende an die Bevollmächtigte der Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Francesca BARCAGLIONI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 06 juillet 2012. Relation GRE/2012/2427. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE.

Junglinster, den 24. Juli 2012.

Référence de publication: 2012092674/91.

(120128757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

JTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012095875/11.

(120132812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

JTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012095876/11.

(120132813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

JTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012095877/11.

(120132814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

JTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012095878/11.

(120132815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kadant Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.691.350,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 97.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095883/10.

(120133122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kadant International Luxembourg S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 11.051.999,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095882/10.

(120133123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

JTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012095880/11.

(120132817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

JTG Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 17.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2012095879/11.

(120132816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

JPMorgan Private Bank Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.378.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012095874/9.

(120131972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Jean Schmit Engineering, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 46.432.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.

12, rue de la Gare

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2012095868/13.

(120133004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Koch Minerals Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 145.703.

Les comptes consolidés de la société KOCH FERTILIZER, LLC au 31 décembre 2011, reprenant les comptes annuels de la Société, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095891/11.

(120132168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kato S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.967.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 30 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095888/10.

(120133107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kalle Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 42.000.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 117.303.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095887/11.

(120132757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kalk En Dolomiet Maatschappij S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 95.474.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2011 de sa société mère, LHOIST S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095884/12.

(120132539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

KAM Mezzanine Investors 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 157.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012095899/10.

(120132650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kenross Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 48.548.

Les comptes annuels au 31 Août 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012095904/10.

(120132470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kennedy SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 144.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095903/10.

(120132513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kemisse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 116.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Référence de publication: 2012095902/10.

(120132198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kayalux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 42.877.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2012095901/11.

(120132883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kidgam s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 14, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 48.163.

Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2008 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 30/07/2012.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2012095906/13.

(120132810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kam Mezzanine Investors 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 157.042.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012095900/10.

(120132649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Kravid S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 55.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012095908/9.

(120132681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

K200 Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 139.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012095910/9.

(120132022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

LaSalle Japan Logistics (JPY) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 102.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012095913/10.

(120132690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Serviphar SA, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-9514 Wiltz, 52, rue des Charretiers.

R.C.S. Luxembourg B 91.515.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 29 juin 2012

L'Assemblée a décidé:

de pourvoir au remplacement de Monsieur André Lefebvre, commissaire aux comptes, par Madame Nathalie Crahay, demeurant 14 rue Wurth Paquet à L-2737 Luxembourg avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes de 2018;

d'élire Monsieur Thierry Tridon comme administrateur demeurant avenue des Tilleuls 25 bis à B-4802 Verviers avec effet immédiat et pour une durée de 6 ans.

Un Mandataire

Référence de publication: 2012092971/16.

(120129354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

OME Acquisition S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 141.861.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OME S.A.
Gérant unique

Référence de publication: 2012096087/11.

(120132505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

OIRP Investment 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.625.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2012.

TMF Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012096084/11.

(120132192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

OIRP Investment 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.626.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2012.

TMF Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2012096083/11.

(120132146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

OI-Incentive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.553.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012096082/9.

(120132785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Oliwa S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 64.000.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2012096086/12.

(120132481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

OME Investment Acquisition S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 143.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OME Investment S.A.

Gérant unique

Référence de publication: 2012096089/11.

(120132504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Omnium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 117.871.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012096095/9.

(120133166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

OPF Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Koerich, 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 108.415.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012096096/9.

(120131931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Oracle Real S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 122.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2012.

SANNE GROUP (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012096097/11.

(120132840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Michelangelo Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.254.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MICHELANGELO SICAV

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2012096027/14.

(120133397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Amorim Investments II S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 118.803.

Extrait décisions prises lors de rassemblée générale des actionnaires et du conseil d'administration en date du 23 mai 2012

1. Le mandat d'administrateur de catégorie A de Mme Marta Claudia RAMOS AMORIM BARROCA DE OLIVEIRA, venu à échéance, n'a pas été renouvelé.

2. M. Francisco Augusto VAHIA DE CASTRO TEIXEIRA RÊGO, administrateur de sociétés, né le 9 juillet 1972 à Porto (Portugal), domicilié à Avenida da Boavista; 5389-H10, 4100-142, Porto (Portugal), a été nommé administrateur de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

3. M. Américo FERREIRA DE AMORIM a été reconduit dans son mandat d'administrateur de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

4. Mme Paula Fernanda RAMOS AMORIM a été reconduite dans son mandat d'administrateur de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

5. M. Eric MAGRINI a été reconduit dans ses mandats d'administrateur de catégorie B, de président du conseil d'administration et d'administrateur-délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

6. M. Xavier SOULARD a été reconduit dans ses mandats d'administrateur de catégorie B et d'administrateur-délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

7. M. Philippe TOUSSAINT a été reconduit dans ses mandats d'administrateur de catégorie B et d'administrateur-délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

8. Mme Virginie DOHOGNE, a été reconduite dans ses mandats d'administrateur de catégorie B et d'administrateur-délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

9. La société à responsabilité limitée PricewaterhouseCoopers a été renouvelée dans son mandat de réviseur d'entreprises agréés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 24.07.2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Amorim Investments II S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012092264/31.

(120129610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Ambolt S.A., Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 152.942.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle tenue le 15 juin 2012 à Luxembourg

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de la Société, à la suite de la décision du conseil d'administration daté du 5 mars 2012 nommant Mlle Martine Grün en tant qu'administrateur de catégorie B de la Société par cooptation, a décidé de ratifier la nomination de Mlle Martine Grün pour un mandat qui arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Ambolt S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2012092262/15.

(120129526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

TMF Administrative Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 94.030.

—
Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 juillet 2012, les décisions suivantes ont été prises:

Le mandat d'administrateur de Monsieur Jorge Pérez Lozano, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Franciscus Willem Josephine Johannes Welman, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Marcus Jacobus Dijkerman, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Robert van 't Hoefft, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Jacob Mudde, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Joost Anton Mees, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Madame Polyxeni Kotoula, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Johannes Laurens de Zwart, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat de PriceWaterhouseCoopers S.à r.l., avec adresse professionnelle à 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg en tant que Commissaire aux comptes de la Société, a été renouvelé pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Monsieur Jorge Pérez Lozano, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été également élu en tant qu'administrateur-délégué pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013. Il pourra engager la société par sa signature individuelle dans le cadre de la gestion journalière, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915, tel qu'amendé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Pour la Société

Marcus Jacobus Dijkerman

Administrateur

Référence de publication: 2012092174/50.

(120129180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

VLT Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 115.108.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 14 mai 2012

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 14 mai 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012092211/18.

(120129346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Abacus Invest S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.488.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée tenue le 12 juillet 2012.

Résolution:

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé venant à échéance, l'assemblée a décidé de renouveler le mandat de Ernst & Young S.A, avec siège social à 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Référence de publication: 2012092278/16.

(120129523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.

Summerhill Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 892.270,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 133.333.

1. Veuillez prendre note que l'associé

- Candover 2005 Fund US N° 1 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

- Candover 2005 Fund US N° 2 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

- Candover 2005 Fund US N° 3 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

- Candover 2005 Fund US N° 4 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

- Candover 2005 Fund UK N° 1 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

- Candover 2005 Fund UK N° 2 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

- Candover 2005 Fund UK N° 3 Limited Partnership a changé son adresse à Trafalgar Court, Les Banques, St. Peter Port, GY1 3QL, Guernsey.

2. Veuillez prendre note que le Gérant B:

- Joanna Alwen Harkus a changé son adresse au 12 Charles II Street, Third Floor, SW1Y 4QU, Londres, Royaume-Uni.

- Philip Ian Price a changé son adresse au 12 Charles II Street, Third Floor, SW1Y 4QU, Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Summerhill Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant A

Référence de publication: 2012092128/32.

(120128648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2012.